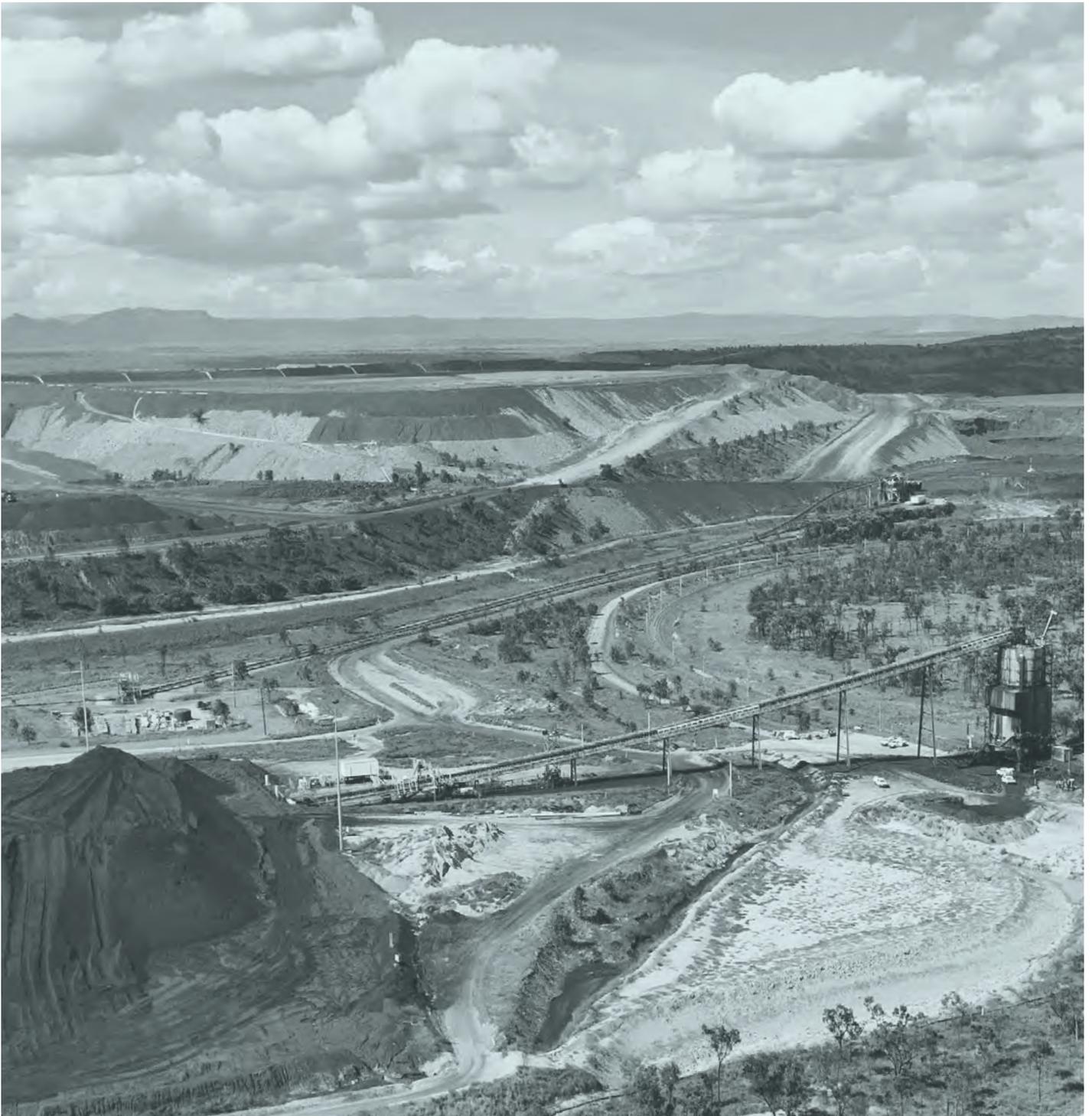


Une mauvaise affaire pour le Canada :

L'expansion du géant minier Glencore au Canada menace le climat et les communautés





Rapport publié par MiningWatch Canada

Auteure du rapport : Joan Baxter

Ont contribué au rapport : Arbeitsgruppe Schweiz-Kolumbien (ASK), London Mining Network, Mères au front



Photo : Lock the Gate Alliance
Photos de couverture : Wildsight / REVIMAT
Evgeny Miroshnichenko

Résumé



Le géant mondial du négoce de matières premières et de l'exploitation minière Glencore, une entreprise controversée qui, il y a deux ans à peine, a [plaidé coupable](#) aux États-Unis pour des faits de corruption transnationale, de paiements frauduleux et de manipulation des marchés dans sept pays, vient d'acquérir une participation majoritaire dans les énormes mines de charbon de Teck Resources en Colombie-Britannique.

Cette acquisition de 12,3 milliards de dollars canadiens, qui présente d'importants risques environnementaux et climatiques, [vient d'être approuvée](#) par le ministre canadien du département de l'Innovation, Sciences et Développement économique.

Pourtant, peu de Canadiens ont entendu parler des mines de charbon très polluantes d'Elk Valley, en Colombie-Britannique, ou de la société suisse Glencore et de son [passé criminel](#) émaillé de scandales, de son « [mépris de la loi](#) » et de sa réputation d'« [intimider les gouvernements](#) ». Les Canadiens doivent savoir avec qui ils s'engagent plus avant dans les affaires.

Les plaintes concernant Glencore sont si nombreuses que ce rapport ne peut en souligner que quelques-unes. Nous passons en revue des exemples du bilan exécrable de Glencore en matière d'entreprise, d'environnement et de droits de la personne dans le monde, ainsi que les risques financiers et climatiques liés à l'approbation du rachat des activités d'exploitation houillère de Teck.

Le tableau que dresse le rapport contraste fortement avec les promesses de Glencore en matière d'« approvisionnement responsable » et de « carbonéutralité ». Au lieu de cela, il dépeint le parcours d'un acteur irresponsable ayant un impact négatif considérable sur le climat et les communautés.

Elk Valley, en Colombie-Britannique, rejoint la plus grande compagnie charbonnière privée au monde

Après avoir récemment racheté des actifs houillers à BHP, Rio Tinto et d'autres, Glencore est aujourd'hui la plus grande compagnie charbonnière au monde. En 2023, ses émissions de carbone représentaient 1,1 % du total mondial, ce qui la place au même niveau que de nombreuses grandes compagnies pétrolières mondiales. En 2022, les bénéfices de Glencore ont atteint le [chiffre record de 34,1 milliards de dollars](#), en grande partie grâce au charbon, le combustible fossile le plus polluant et le plus dangereux au monde.

Tout en affirmant publiquement qu'elle soutient les objectifs de l'Accord de Paris sur le climat, l'entreprise Glencore a dans le même temps financé une [campagne visant](#) à promouvoir le charbon en Australie, critiquant violemment les énergies renouvelables et sapant la réputation des défenseurs du climat. Ce n'est pas un comportement digne d'un acteur climatique responsable.

Le rachat des mines de charbon de Teck par Glencore a également d'énormes conséquences pour les habitants de la Colombie-Britannique, du Montana, de l'Idaho et de plusieurs nations autochtones du bassin hydrographique des rivières Elk et Kootenai, de part et d'autre de la frontière entre les États-Unis et le Canada. Les mines ont rejeté du [sélénium](#) dans le bassin hydrographique pendant des années, et cette pollution viole les droits de pêche de la nation Ktunaxa et nuit à sa santé.



Le montant de la garantie de remise en état de Teck pour nettoyer les sites miniers est probablement inférieure de plusieurs milliards au coût estimé de l'élimination de la contamination au sélénium au cours des prochaines décennies. [Les défenseurs des droits humains ont prévenu](#) que le gouvernement fédéral devait imposer des conditions strictes à Glencore pour qu'elle s'engage à mettre fin à la pollution et à couvrir les énormes dégâts causés par les mines. Le gouvernement fédéral n'a rien fait d'autre qu'un montant dérisoire de 350 millions de dollars sur cinq ans, représentant moins de 1 % des bénéfices escomptés sur la même période.

Les Canadiens doivent-ils faire confiance à Glencore pour s'engager à mettre fin à la pollution ou à prendre en charge des coûts de dépollution considérables ? Qu'en est-il d'une transition juste pour les travailleurs et les communautés à mesure que le monde s'écarte inévitablement du charbon ?

Compte tenu du [bilan de l'entreprise](#), la question qui se pose est la suivante : pourquoi faire confiance à Glencore ?

À Rouyn-Noranda, au Québec, Glencore possède une installation industrielle autorisée à émettre de l'arsenic toxique à des niveaux 15 fois supérieurs aux niveaux considérés comme sûrs par l'Organisation mondiale de la santé. Glencore a opéré cette usine durant plus d'une décennie en émettant de l'arsenic dans l'air à des niveaux pouvant dépasser annuellement 33 fois le seuil critique de 3 ng/m³ de ce métal cancérigène. Glencore a [affiché son mépris](#) à l'égard des conclusions d'une [étude réalisée en 2022](#) par l'Institut national de santé publique du Québec, qui a mis en évidence une myriade de problèmes de santé et une réduction de l'espérance de vie chez les personnes vivant à proximité de la fonderie de cuivre. Des citoyens de la région ont [déposé un recours collectif](#) contre Glencore et le gouvernement du Québec « pour les dommages causés aux résidents par les contaminants toxiques et cancérigènes ».

Chez Glencore, la culture du profit au détriment des personnes est profondément ancrée. Marc Rich, cofondateur de la société, a figuré pendant deux décennies sur la liste des « dix personnes les plus recherchées » par le FBI. Il s'est caché en Suisse, fuyant la justice américaine pour [65 chefs d'accusation](#), dont « la plus grande affaire d'évasion fiscale de l'histoire des États-Unis ».

En 2022, Glencore a plaidé coupable de corruption transnationale et a accepté de payer plus de 1,1 milliard de dollars, l'amende la plus élevée jamais infligée dans le cadre d'un règlement à l'amiable concernant la corruption transnationale et la manipulation de marché aux États-Unis.

M. Rich s'est fait connaître en faisant des affaires avec les régimes les plus controversés du monde, de l'Iran pendant la crise des otages américains à l'Afrique du Sud sous le régime de l'apartheid, en passant par l'Irak de Saddam Hussein. Bien que Glencore ait fini par rompre ses liens avec Rich, l'approche amoralisée des affaires adoptée par la société, dont Rich a été le pionnier, s'est poursuivie.

En 2022, Glencore a [plaidé coupable](#) de corruption transnationale et a accepté de payer plus de 1,1 milliard de dollars, l'amende la plus élevée jamais infligée dans le cadre d'un règlement à l'amiable pour corruption transnationale et manipulation de marché aux États-Unis. Les plaidoyers de culpabilité s'inscrivent dans le cadre de « résolutions coordonnées avec les autorités pénales et civiles aux États-Unis, au Royaume-Uni et au Brésil ».

Le procureur général des États-Unis, Damian Williams, du district sud de New York, a [déclaré](#) :

▶ **L'ampleur de ce système de corruption criminelle est stupéfiante : Glencore a versé des pots-de-vin pour obtenir des contrats pétroliers. Glencore a versé des pots-de-vin pour éviter les audits gouvernementaux. Glencore a corrompu des juges pour faire disparaître des poursuites judiciaires. En fin de compte, Glencore a versé des pots-de-vin pour gagner de l'argent - des centaines de millions de dollars. Et l'entreprise l'a fait avec l'approbation, voire l'encouragement, de ses dirigeants.**

Glencore est depuis longtemps sous le feu des critiques pour ses pratiques dans le reste du monde. Elle est classée par le Business and Human Rights Resource Center comme la deuxième pire entreprise de minéraux critiques au monde, avec 71 allégations d'atteinte aux droits de la personne en 2023.¹

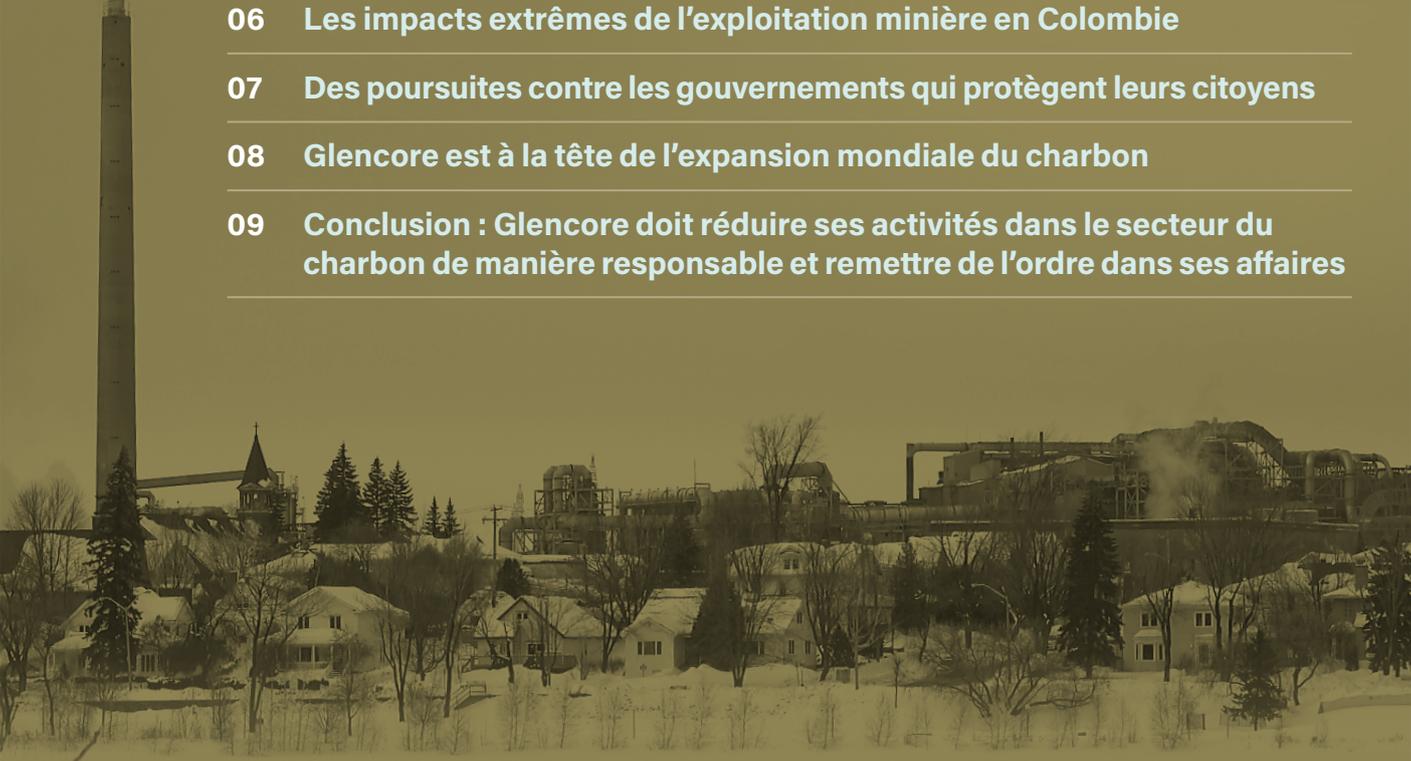
En 2020, le rapporteur spécial des Nations unies sur les droits de l'homme et l'environnement, le Canadien David Boyd, a [demandé l'arrêt des activités](#) de l'énorme et controversée mine de charbon de Glencore à Cerrejón, en Colombie.

À plusieurs reprises Glencore est passé outre les ordonnances de la Cour suprême de Colombie lui demandant d'améliorer les conditions aux alentours de la mine qui, en 40 ans, a entraîné le déplacement de plus de 25 communautés indigènes, détourné 17 rivières et provoqué des problèmes de santé respiratoire chez des centaines de milliers de personnes.

Le rachat par Glencore des mines de charbon de Teck au Canada est une mauvaise nouvelle pour le climat mondial et les communautés locales. Et comme le montre ce rapport, les Canadiens ont de nombreuses raisons, étayées par des preuves convaincantes, d'être extrêmement inquiets de l'expansion de l'emprise de Glencore au Canada.

Table des matières

- 01 Le premier producteur privé de charbon au monde
- 02 Glencore s'oppose à l'action climatique et finance une campagne de relations publiques anti-climat en Australie
- 02 Glencore est désormais responsable de la dépollution des mines Teck, d'un montant de plusieurs milliards de dollars
- 04 Un héritage de pollution toxique à Rouyn-Noranda (Québec)
- 04 L'homme d'affaires le plus controversé de sa génération
- 05 L'ampleur stupéfiante de la corruption - gouvernement des États-Unis
- 06 Les impacts extrêmes de l'exploitation minière en Colombie
- 07 Des poursuites contre les gouvernements qui protègent leurs citoyens
- 08 Glencore est à la tête de l'expansion mondiale du charbon
- 09 Conclusion : Glencore doit réduire ses activités dans le secteur du charbon de manière responsable et remettre de l'ordre dans ses affaires



Peu de Canadiens ont entendu parler des mines de charbon très polluantes d'Elk Valley, en Colombie-Britannique, ou de la société suisse Glencore, avec son passé criminel émaillé de scandales, son « mépris de la loi » et sa réputation d'« intimider les gouvernements ». Les Canadiens doivent savoir avec qui ils s'engagent plus avant dans les affaires.



Le géant mondial du négoce de matières premières et de l'exploitation minière Glencore, une société tristement célèbre pour son comportement irresponsable, vient d'être autorisé à étendre considérablement sa présence au Canada en prenant possession de quatre énormes mines de charbon en Colombie-Britannique.

En novembre 2023, [Teck Resources](#), la plus grande société minière du Canada, a [annoncé](#) qu'elle allait vendre l'ensemble de ses [activités charbonnières](#) à Glencore plc, basée en Suisse, et qu'une participation minoritaire serait attribuée à Nippon Steel Corporation (Japon) et POSCO (Corée du Sud). L'opération a dû être approuvée par le gouvernement fédéral dans le cadre de la Loi sur Investissement Canada.

Le rachat, d'un montant de 12,3 milliards de dollars, a été approuvé le 4 juillet 2024 par le ministre de l'Innovation, François-Philippe Champagne.

Pourtant, la plupart des Canadiens n'ont jamais entendu parler de Glencore, dont le siège est en Suisse, et encore moins de ses projets d'expansion mondiale dans le domaine du charbon thermique et métallurgique, et de filialisation des actifs de Teck en Colombie-Britannique pour créer une nouvelle société spécialisée dans le charbon.

[Glencore](#) et [Teck](#) présentent l'opération comme s'il s'agissait d'une simple transaction commerciale ; parce que c'est bon pour les actionnaires, le public n'a pas à s'inquiéter, circulez il n'y a rien à voir.²

Le présent rapport examine certaines des raisons pour lesquelles il y a lieu de s'inquiéter vivement. Parmi celles-ci figurent les risques climatiques et environnementaux importants, ainsi que le sombre bilan de Glencore en matière de droits de la personne, de protection de l'environnement, de climat et de corruption.

Le plus grand producteur privé de charbon au monde

Glencore est la plus grande compagnie charbonnière privée au monde³ et, en 2023, ses émissions de gaz à effet de serre de 433 mégatonnes représentaient 1,1 % du total des émissions mondiales,⁴ ce qui équivaut aux grandes compagnies pétrolières privées. En 2022, Glencore a produit environ 1,2 % du charbon mondial à partir de ses activités en Australie, en Afrique du Sud et en Colombie, qui produisent principalement du charbon thermique destiné à être brûlé pour produire de l'électricité.

Le charbon est le plus polluant de tous les combustibles fossiles et la [plus importante source de gaz à effet de serre à l'origine](#) du changement climatique.⁵ Le Canada s'est engagé à abandonner progressivement l'utilisation du charbon et a même cofondé un effort diplomatique international appelé l'« Alliance : Énergiser au-delà du charbon ».

En 2022, les bénéfices de Glencore ont atteint le chiffre [record de 34,1 milliards de dollars](#), en grande partie grâce au charbon. Glencore « [continue de promouvoir un rôle durable pour le charbon](#) » dans le bouquet énergétique mondial, ce qui va à l'encontre du consensus scientifique sur l'urgence de l'élimination progressive du charbon.

Glencore a [déclaré](#) qu'une fois le rachat de Teck approuvé, la scission se fera de ses actifs dans le secteur du charbon pour créer une nouvelle société autonome. Cette scission, par laquelle les actionnaires de Glencore recevraient automatiquement des actions de la nouvelle « compagnie charbonnière » [permettrait](#) à Glencore de se dissocier de ses responsabilités en matière d'émissions de gaz à effet de serre et de dépollution de ses mines. L'entreprise n'a « [pas l'intention à l'heure actuelle](#) » d'intégrer les émissions liées au charbon des mines de Teck dans ses objectifs climatiques.

Rien de tout cela ne correspond à ce que ferait une entreprise réellement intéressée par la réduction des émissions. Au contraire, cela révèle une entreprise déterminée à continuer à tirer profit du charbon et à promouvoir son rôle à long terme dans le système énergétique, ce qui exacerbera l'urgence climatique au lieu de l'atténuer.

Glencore s'oppose à l'action climatique et finance une campagne de relations publiques anti-climat en Australie

Le groupe de réflexion à but non lucratif [InfluenceMap](#) s'est penché sur les activités de lobbying de Glencore et lui a attribué la note « D » pour son engagement en matière de politique climatique. Il a noté que Glencore « s'est opposé à une politique climatique ambitieuse » en Australie, dans l'Union européenne et en Afrique du Sud.⁶

L'opposition de Glencore aux politiques de lutte contre la crise climatique n'est pas toujours publique ou régulière.

En 2019, le Guardian a [rapporté](#) qu'à partir de 2017, Glencore « a dépensé des millions pour financer une campagne secrète, coordonnée à l'échelle mondiale, visant à soutenir la demande de charbon en minant la crédibilité des militants, en influençant les politiciens et en diffusant sur les médias sociaux des messages sophistiqués en faveur du charbon ».

Une enquête menée par Guardian Australia a montré que la campagne secrète s'appelait « Project Caesar » et était orchestrée par des « agents politiques de renommée mondiale de [CJT Group](#) ».

Selon le Guardian, la campagne secrète a été menée en utilisant des tactiques de désinformation populaire planifiée, afin de mettre en place ce qui ressemblait à des associations communautaires en ligne pour promouvoir le charbon dit « propre » et critiquer les énergies renouvelables, ainsi que les partis politiques, les ONG et les citoyens qui soutenaient l'action en faveur du climat. Les sites Web des campagnes ont été supprimés après avoir été contactés par le Guardian.

L'opposition de Glencore aux politiques de lutte contre la crise climatique n'est pas toujours publique ou régulière.



Glencore est désormais responsable de la dépollution des mines Teck, d'un montant de plusieurs milliards de dollars

Le rachat par Glencore pose des risques immédiats pour les populations situées en aval des mines d'Elk Valley, qui rejettent du sélénium dans le bassin hydrographique des rivières Elk et Kootenai depuis des décennies, ce qui a donné lieu à un « [différend international de longue date au sujet de la pollution](#) ».

Le [sélénium](#) est un micronutriment essentiel, mais c'est aussi un polluant bioaccumulable dans les organismes aquatiques et tout au long de la chaîne alimentaire. Des niveaux élevés de sélénium peuvent entraîner des problèmes de reproduction et des malformations chez les poissons, les oiseaux et les amphibiens. Une exposition excessive chez l'homme peut avoir de [graves effets sur la santé](#), en provoquant notamment des faiblesses, une diminution des fonctions cognitives et des troubles gastro-intestinaux.

Une [étude réalisée en 2023 par l'United States Geological Survey](#) a révélé que les concentrations de sélénium dans la rivière Elk ont augmenté de 551 % au cours des quatre dernières décennies.

Le bassin hydrographique de ces rivières constitue la terre natale de la nation Ktunaxa, et la pollution porte atteinte à ses droits inhérents à la chasse et à la pêche. Même à 100 kilomètres en aval des mines, les [populations de poissons sont en déclin](#). Pendant [plus de dix ans](#), la nation Ktunaxa a exhorté les gouvernements des États-Unis et du Canada à s'attaquer à la pollution minière dans le bassin hydrographique des rivières Elk et Kootenai.

Enfin, en mars 2024, les gouvernements du Canada et des États-Unis, ainsi que les gouvernements régionaux et autochtones, ont [créé la Commission mixte internationale](#) pour tenter de lutter contre la pollution.

La société Teck a déjà dépensé 1,2 milliard de dollars pour le traitement de l'eau, mais elle a à peine réussi à effleurer les problèmes de pollution.



Ces problèmes environnementaux non résolus présentent également d'énormes risques financiers pour les Canadiens, en particulier à la lumière du rachat de Teck par Glencore.

Dans une [analyse d'avril 2024](#), les avocats spécialistes de l'environnement Calvin Sandborn et Fraser Thomson ont noté que « si le gouvernement ne fait pas attention, il pourrait faire porter aux contribuables canadiens une dette de plusieurs milliards de dollars, ainsi que la responsabilité d'une pollution catastrophique non résolue ».

Un [rapport réalisé en 2024](#) par Burgess Environmental pour le groupe de protection de la nature Wildsight a calculé qu'il en coûterait au moins 6,4 milliards de dollars pour inverser la courbe des concentrations de sélénium issu des mines de Teck, qui pourraient bientôt appartenir à Glencore.

Toutefois, [comme l'a fait remarquer](#) Wildsight, le coût réel de l'assainissement des sites miniers serait « bien supérieur à 6,4 milliards de dollars si l'on tient compte des autres processus de remise en état qui devront être réalisés, comme le reprofilage des terres, la revégétalisation, les mesures liées aux promesses en matière de biodiversité, l'assainissement des aquifères et la gestion des problèmes de qualité de l'eau autres que ceux liés au sélénium ».

Teck a [déclaré](#) qu'il disposait de 1,9 milliard de dollars d'ici la fin du premier trimestre 2024, soit 4,5 milliards de dollars de moins que l'estimation de Burgess.

Sandborn et Thomson ont mis en garde :

▶ **Il est particulièrement important que le gouvernement détienne des garanties adéquates de la part des entreprises charbonnières, telles que la compagnie charbonnière autonome que Glencore a l'intention de filialiser pour prendre possession de ses opérations charbon et acier au carbone.**

Le problème est que le charbon est une industrie en déclin. Les experts s'accordent à dire qu'il est impossible de faire face à l'urgence climatique sans réduire fortement l'utilisation du charbon, et l'industrie est confrontée à un déclin inévitable.

Lorsque le monde cessera d'acheter du charbon, comment ces entreprises vont-elles payer les futures opérations colossales de remise en état et de traitement perpétuel de l'eau? Si elles ne peuvent pas payer et que les garanties sont inadéquates, ces coûts pourraient être supportés par le public.

Lorsque le monde cessera d'acheter du charbon, comment ces entreprises vont-elles payer les futures opérations colossales de remise en état et de traitement perpétuel de l'eau? Si elles ne peuvent pas payer et que les garanties affichées sont inadéquates, ces coûts pourraient être supportés par le public.

La loi sur Investissement Canada exige que le ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie, François-Philippe Champagne, soit convaincu que la vente proposée de ces mines à une multinationale suisse est susceptible d'être « à l'avantage net du Canada », [ont conclu Sandborn et Thomson](#). « Il est clair que le ministre doit analyser les nouvelles estimations des coûts de remise en état d'Elk Valley et décider si ces coûts représentent réellement le triple de la garantie ».

Les Canadiens devraient-ils faire confiance à Glencore pour s'engager à mettre fin à la pollution des mines, à prendre en charge les coûts de nettoyage ou à soutenir la transition équitable des travailleurs du charbon et des communautés? Compte tenu du [bilan de l'entreprise](#), pourquoi faudrait-il accorder la moindre confiance à Glencore?



Un héritage de pollution toxique à Rouyn-Noranda (Québec)

Les [antécédents de Glencore](#) dans le monde n'inspirent guère confiance. Glencore ne s'est pas non plus comporté comme un acteur responsable au Canada, loin s'en faut.

Glencore a déjà une grande empreinte dans ce pays, où l'entreprise possède [entièrement ou partiellement 40 sociétés](#).

L'une des principales industries de Glencore au Canada est la très controversée fonderie Horne à Rouyn-Noranda, au Québec, qui traite des concentrés de cuivre. Glencore est propriétaire de la fonderie depuis 2013.

Malgré les plaintes constantes des résidents locaux, l'ancien gouvernement du Québec a signé en 2017 un accord permettant à la fonderie de Glencore d'émettre de l'arsenic à des niveaux 33 fois supérieurs au seuil de sécurité de la province en la matière.

Une [étude réalisée en 2022](#) par l'Institut national de santé publique du Québec a révélé que les populations vivant à proximité de la fonderie de Glencore présentent des taux de cancer plus élevés, une espérance de vie plus courte et un nombre de naissances en insuffisance pondérale supérieur à la moyenne québécoise.

Le directeur général de la fonderie a [rejeté les inquiétudes du public](#) en déclarant qu'« il n'existe aucune donnée scientifique ou autre permettant d'établir une corrélation avec un impact sur la santé de la population ».

En août 2022, le [gouvernement québécois](#) a proposé à la fonderie Glencore de réduire ses émissions d'arsenic d'ici 2027, mais seulement pour les ramener à un niveau cinq fois supérieur à celui que le gouvernement a considéré comme étant sûr.⁷

À la fin de 2023, [deux citoyens de Rouyn-Noranda](#) ont intenté un recours collectif contre le gouvernement du Québec et Glencore pour « avoir émis dans l'environnement un [cocktail de contaminants toxiques et cancérigènes](#) qui dépassait et dépasse encore largement les normes de qualité de l'air en vigueur au Québec, violant ainsi leurs droits fondamentaux » et leur [causant des dommages](#). Ces allégations n'ont pas été prouvées devant les tribunaux.

L'homme d'affaires le plus controversé de sa génération

Aujourd'hui, Glencore, dont le siège social se trouve dans le paradis fiscal de Baar, en Suisse, [se décrit comme](#) « l'une des plus grandes sociétés de ressources naturelles diversifiées au monde », opérant dans plus de 35 pays, avec 150 000 employés et sous-traitants.

Mais c'est dans le négoce des matières premières que tout a commencé pour le prédécesseur de Glencore, Marc Rich + Co, une [société cofondée en 1974](#) par Marc Rich.

Marc Rich est de loin le plus célèbre - et le plus tristement célèbre - négociant en matières premières de l'histoire.

Comme l'écrivent Javier Blas et Jack Farchy, journalistes au Financial Times, dans leur livre *The world for sale* (2021), Marc Rich est à bien des égards « le fondateur de l'industrie moderne du négoce des matières premières ».⁸ Marc Rich a fini par être connu comme le « parrain du pétrole » et le « maître du marché mondial du pétrole ».⁹

Les négociants en matières premières comme Rich ont eu tendance à échapper à la surveillance parce qu'ils « opèrent dans les recoins les plus opaques du système financier international » et « négocient généralement par l'intermédiaire de sociétés écrans dans des juridictions extraterritoriales ». Les négociants s'installent « dans des endroits comme la Suisse et Singapour qui sont réputés pour leur réglementation peu contraignante »,¹⁰ un euphémisme pour désigner les [paradis fiscaux](#), les [pays qui admettent le secret financier](#) et qui « permettent aux personnes et aux entités d'échapper aux lois ou de les contourner ».

C'est en Suisse que Rich s'est caché lorsque les autorités américaines ont tenté de le traduire en justice en 1983 pour [65 chefs d'accusation](#).

« Rich a passé près de deux décennies à fuir la justice américaine, terré en Suisse après avoir été inculpé pour fraude fiscale et commerce avec l'Iran au moment même où des dizaines d'Américains étaient retenus en otage à Téhéran », écrivent Blas et Farchy.¹¹

Non seulement Rich a figuré pendant deux décennies sur la liste des « dix personnes les plus recherchées » par le FBI pour « [la plus grande affaire de fraude fiscale](#)



de l'histoire des États-Unis », mais il a également réalisé des « profits astronomiques » en fournissant du pétrole à l'Afrique du Sud sous le régime de l'apartheid pendant l'embargo international imposé à ce pays dans les années 1980.

Dans un [entretien accordé en 2007](#) au journaliste Daniel Ammann, auteur de *The king of oil: The secret lives of Marc Rich*, le trader s'est vanté de son comportement commercial contraire à l'éthique, affirmant qu'il avait réalisé ses affaires « les plus importantes et les plus rentables » en violant les embargos internationaux et en faisant des affaires avec l'Afrique du Sud sous le régime de l'apartheid.

En 2013, un [portrait de M. Rich](#) le décrivait comme un « pirate » qui « a suscité plus de critiques que n'importe quel autre homme d'affaires de sa génération ».

La décision du président américain Bill Clinton de gracier M. Rich, le « [financier fugitif](#) » et [milliardaire](#), le tout dernier jour de son mandat à la Maison Blanche en 2001 a indigné de nombreuses personnes et a été considérée comme « [une tache](#) » sur la présidence de Clinton. Plus tard, Clinton a déclaré qu'il [regrettait](#) d'avoir gracié M. Rich.

Il s'est avéré que l'ancienne épouse de M. Rich était une [donatrice importante](#) du parti démocrate et de la présidence Clinton. M. Rich est décédé en Suisse en 2013.

Mais des années auparavant, en 1994, Marc Rich + Co a changé de nom pour devenir Glencore et a affirmé avoir rompu ses liens avec M. Rich, même si « l'approche du négoce dont M. Rich avait été le pionnier allait se poursuivre chez Glencore ».¹²

Ce qui s'est passé au cours des années suivantes le prouve.¹³

Blas et Farchy ont écrit que « le flux constant de récits - dont certains sont extrêmement récents - qui dépeignent le secteur sous un jour peu flatteur suggère que, trop souvent, les négociants sont encore prêts à mettre de côté la moralité et la loi pour réaliser des profits ».¹⁴

« De la République démocratique du Congo à la Côte d'Ivoire en passant par le Brésil et le Venezuela, bon nombre des plus grands négociants du monde sont dans le collimateur des procureurs chargés de la lutte contre la corruption », écrivent-ils.

Glencore se trouvait justement dans cette ligne de mire, et pas seulement dans un pays ni uniquement pour ses activités de négoce

L'ampleur stupéfiante de la corruption - Gouvernement des États-Unis

En 2017, les [Paradise Papers](#), divulgués au Consortium international des journalistes d'investigation, ont révélé le [scandale de la corruption](#) orchestrée par Glencore et le [milliardaire et magnat de l'exploitation minière israélien Dan Gertler](#) pour obtenir des concessions minières en République démocratique du Congo (RDC).

En 2018, le ministère américain de la Justice a assigné Glencore à comparaître dans le cadre d'une enquête sur le blanchiment d'argent et la corruption concernant les mines de cuivre et de cobalt de l'entreprise en RDC, ainsi que ses transactions pétrolières au Venezuela et au Nigéria. Un an plus tard, le [Serious Fraud Office](#) du Royaume-Uni a annoncé qu'il enquêtait sur Glencore pour « suspicion de corruption ».

En 2022, Glencore a [plaidé coupable](#) de corruption transnationale et de manipulation de marché, et a accepté de payer plus de 1,1 milliard de dollars. Les plaidoyers de culpabilité s'inscrivent dans le cadre de « résolutions coordonnées avec les autorités pénales et civiles aux États-Unis, au Royaume-Uni et au Brésil ».

Les [accusations](#) découlent d'un système mis en place pendant une décennie par Glencore et ses filiales pour effectuer et dissimuler des paiements frauduleux et des pots-de-vin par le biais d'intermédiaires dans sept pays.

Le procureur général des États-Unis, Damian Williams, du district sud de New York, [a déclaré](#) au sujet du comportement de Glencore :

▶ **L'ampleur de ce système de corruption criminelle est stupéfiante : Glencore a versé des pots-de-vin pour obtenir des contrats pétroliers. Glencore a versé des pots-de-vin pour éviter les audits gouvernementaux. Glencore a corrompu des juges pour faire disparaître des poursuites judiciaires. En fin de compte, Glencore a versé des pots-de-vin pour gagner de l'argent - des centaines de millions de dollars. Et l'entreprise l'a fait avec l'approbation, voire l'encouragement, de ses dirigeants.**

Marc Rich est de loin le plus célèbre - et le plus tristement célèbre - négociant en matières premières de l'histoire.



Les impacts extrêmes de l'exploitation minière en Colombie

En plus de son empreinte nouvellement élargie au Canada avec le rachat de Teck, Glencore possède actuellement 16 mines de charbon en Australie, dont la plupart produisent du charbon thermique destiné à l'exportation. Elle dispose également d'importantes réserves dans ses mines de charbon en Afrique du Sud et dans sa monstrueuse mine de charbon de Cerrejón en Colombie.

La mine de Cerrejón est la plus grande mine de charbon à ciel ouvert d'Amérique latine. Elle « consomme et contamine 24 millions de litres d'eau » par jour, et au moins 17 rivières ou ruisseaux ont été détournés pour son expansion.

La mine de Cerrejón a fait l'objet de nombreuses plaintes pour violation des droits de la personne, atteinte à l'environnement et pollution. La mine se trouve sur le territoire du plus grand groupe indigène de Colombie, les Wayuú. Selon un rapport publié en 2023 par Oxfam, plus de 25 communautés agricoles Wayuú et afro-colombiennes ont perdu leurs terres au cours des 40 années d'exploitation de la mine de Cerrejón, ce qui a affecté des milliers de personnes.

La mine de Cerrejón est la plus grande mine de charbon à ciel ouvert d'Amérique latine. Elle « consomme et contamine 24 millions de litres d'eau » par jour.

Plus de 336 000 personnes ont développé des complications respiratoires directement imputables à la mine.¹⁵ La population locale a surnommé Cerrejón « Le Monstre ».

Le Corporate Accountability Lab a constaté que la mine de Glencore a pu commettre en toute impunité de très nombreuses infractions aux droits de la personne et au droit de l'environnement parce qu'elle est « passée maître dans l'art de nier les actes répréhensibles (malgré les conclusions des tribunaux qui démontrent le contraire), de ne pas se conformer aux décisions judiciaires, de retarder les processus par de fortes campagnes de relations publiques et d'entraver les processus officiels pour obtenir un résultat favorable ».

De nombreuses recherches, documentaires et rapports, et même le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, ont documenté les infractions environnementales et les violations des droits de l'homme liées aux activités de la mine au fil des ans, et notamment « les tactiques de dépossession, de confinement et d'expulsion forcée ».

En 2020, le rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits de l'homme et l'environnement, le Canadien David Boyd, a demandé l'arrêt des opérations à Cerrejón, qui, selon lui, avaient « gravement nuit à l'environnement et à la santé de la plus grande communauté indigène du pays ».

En 2021, Glencore a publié un document intitulé « Facts on Cerrejón », dans lequel il est écrit - apparemment sans ironie - que « Glencore s'engage à agir en tant que gestionnaire responsable de ses actifs miniers, en tenant compte de leur impact sur les droits de la personne et l'environnement ».

La contradiction entre ce que décrit « Facts on Cerrejón » de Glencore et la réalité des mines de cette compagnie, telle qu'elle est documentée par de nombreuses ONG internationales, n'est pas seulement flagrante, mais presque ridicule.



En 2022, M. Boyd a présenté à l'Assemblée générale des Nations unies un [rapport](#) sur les « régions sacrifiées » dans le monde, où la pollution et les substances toxiques seraient à l'origine de neuf millions de décès prématurés. Le rapport du rapporteur spécial sur Cerrejón est accablant

▶ **L'énorme mine de charbon à ciel ouvert d'El Cerrejón, en Colombie, a eu des conséquences dévastatrices pour les communautés indigènes Wayúu voisines. Selon la Cour constitutionnelle de Colombie, les opérations minières ont provoqué l'émission de grandes quantités de polluants atmosphériques dangereux (notamment des particules fines, des oxydes d'azote, des hydrocarbures aromatiques polycycliques, du soufre, du chrome, du cuivre et du zinc) dépassant les normes colombiennes et les lignes directrices de l'OMS, mais aussi des nuisances sonores dépassant les normes colombiennes ainsi que la détérioration, la contamination et l'épuisement de la ressource locale en eau. Les habitants proches de la mine souffrent de taux élevés de maladies respiratoires et ont des niveaux élevés de substances toxiques dans le sang.**¹⁶

Les ONG ont également [documenté](#) de nombreuses occasions où la mine de Cerrejón n'a pas respecté les ordres de la Cour suprême de Colombie. Une [enquête](#) menée en 2024 par la chaîne irlandaise RTE a révélé que la Cour suprême de Colombie a rendu pas moins de 14 décisions contre la mine, qui exporte du charbon thermique vers plusieurs pays occidentaux, notamment l'Allemagne, l'Irlande et Israël.

Rosa María Mateus Parra, avocate du collectif juridique CAJAR en Colombie, a [déclaré à Luke Holland de RTE](#) : « Le charbon qui arrive en Europe est un charbon taché de sang ».

Un rapport publié en 2023 par le London Mining Network et d'autres ONG [indique](#) qu'« aux Philippines, en Colombie et au Pérou, il existe des allégations crédibles selon lesquelles Glencore et ses filiales ont financé la répression violente des membres de la société civile qui s'opposent à ses projets miniers ».

« Le modèle d'entreprise de Glencore continue d'avoir de graves conséquences pour la population des alentours et l'environnement », selon la [fiche d'information](#).



Des poursuites contre les gouvernements qui protègent leurs citoyens

Lorsque les gouvernements imposent des mesures de protection de l'environnement ou des droits de la personne, Glencore choisit souvent d'intenter un procès pour pertes de profits. Entre 2016 et 2021, Glencore a [engagé](#) trois procédures de règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE) contre la Colombie.

Les procédures de RDIE sont un mécanisme [controversé](#) des accords de libre-échange ou des traités d'investissement, conçu pour protéger les investisseurs mais pas les populations locales ou l'environnement. En 2023, le rapporteur spécial des Nations unies, M. Boyd, a [mis en garde](#) contre les « conséquences catastrophiques » de ces procédures pour l'environnement et les droits de la personne.

Glencore continue cependant à [utiliser le RDIE](#) comme une arme pour parvenir à ses fins. Les militants encouragent la Colombie à « [se retirer de ce système injuste de protection des investissements étrangers](#) ».¹⁷

Le président colombien Gustavo Petro s'efforce de [mener une transition énergétique](#) dans son pays. Cela impliquerait de réduire la production de la mine de Glencore à Cerrejón, et Gustavo Petro [chercherait](#) à obtenir une « sortie concertée » de Glencore de son pays.

Mais comme l'a [rapporté](#) le journaliste Julian Mathews en janvier 2024, Glencore utilise la procédure extrêmement [opaque du RDIE](#) pour protéger ses profits et contrecarrer les efforts du président Petro visant à éloigner la Colombie du charbon et à éliminer progressivement les combustibles fossiles.

« L'entreprise devrait avoir honte pour toutes les destructions qu'elle a causées », a déclaré à M. Mathews un plaignant Wayúu dans le cadre d'un précédent arrêt de la Cour constitutionnelle.



Glencore est à la tête de l'expansion mondiale du charbon

Ce sont également les actions qui comptent lorsqu'il s'agit d'éliminer progressivement le charbon et de s'attaquer à la crise climatique.

Malgré les engagements pris par Glencore dans son plan climatique 2023, selon lesquels l'entreprise allait « réduire de manière responsable » ses activités liées au charbon, elle a dépensé la même année 1,3 milliard de dollars en investissements dans le secteur du charbon. Glencore prévoit de dépenser 5 milliards de dollars supplémentaires sur une période de quatre ans pour développer ses activités liées au charbon.¹⁸

Glencore ne montre aucun signe d'abandon progressif de ses activités d'extraction du charbon dans un avenir proche. Les investissements en cours suggèrent plutôt l'inverse. L'entreprise se targue d'être l'un des plus grands exportateurs de charbon d'Australie et prévoit d'étendre ou de prolonger la durée de vie de plusieurs mines de charbon dans ce pays.

En 2023, l'Australasian Centre for Corporate Responsibility (ACCR) a analysé les propres données de Glencore et a constaté que ses prévisions de production de charbon ne semblent pas s'aligner sur l'Accord de Paris, le traité international juridiquement contraignant de 2015 sur les changements climatiques.

Même le charbon métallurgique n'est plus une valeur sûre, en raison de l'accélération des changements technologiques. Les sidérurgistes prévoient d'abandonner les hauts fourneaux au profit de méthodes de substitution n'utilisant pas le charbon. Le gouvernement australien - premier pays exportateur mondial de charbon métallurgique - prévoit que le commerce mondial de charbon métallurgique est déjà en déclin.

L'ACCR a effectué une [analyse critique](#) du [Plan de transition pour l'action climatique 2024-2026](#) de Glencore, et a conclu que le plan manque de transparence sur les plans prospectifs liés au charbon thermique ; qu'il utilise une année de référence gonflée créant ainsi une impression de réduction des émissions ; qu'il est en recul par rapport au [précédent rapport sur le climat](#) de l'entreprise ; l'entreprise lâche la feuille de route « Net Zéro » de l'AIE, qui vise à maintenir l'objectif de 1,5 °C à portée de main ; et qu'il ne prend pas en compte les conséquences de l'acquisition de Teck en matière d'émissions.

Selon l'[Agence internationale de l'énergie](#) (AIE), l'utilisation du charbon thermique sera de plus en plus remplacée par les énergies renouvelables et diminuera « davantage et plus rapidement » que le charbon métallurgique. Toutefois, dans le scénario « Net Zero Emissions » de l'AIE, l'utilisation du charbon thermique et métallurgique diminuera rapidement jusqu'en 2030, à mesure que de nouvelles solutions technologiques seront disponibles.

Comme l'a récemment écrit Simon Nicholas, de l'Institute for Energy Economics and Financial Analysis, dans le *Globe and Mail*, « même le charbon métallurgique n'est plus une valeur sûre, en raison de l'accélération des changements technologiques ». Les sidérurgistes prévoient d'abandonner les hauts fourneaux au profit de méthodes de substitution n'utilisant pas le charbon. Le gouvernement australien - premier pays exportateur mondial de charbon métallurgique - prévoit que le commerce mondial de charbon métallurgique est déjà en déclin.

Comme l'a noté l'ACCR, la trajectoire commerciale de Glencore pour les mines de charbon d'Elk Valley, qui produisent du charbon métallurgique, est « encore considérablement plus élevée que la trajectoire Net Zero Emissions pour le charbon métallurgique ».¹⁹

En d'autres termes, le rachat par Glencore des mines de charbon de Teck au Canada est une très mauvaise nouvelle pour le climat.

Conclusion : Glencore doit réduire ses activités dans le secteur du charbon de manière responsable et remettre de l'ordre dans ses affaires



Comme l'a montré ce rapport, il y a de nombreuses raisons pour lesquelles les Canadiens devraient être très, très inquiets du rachat par Glencore des mines de charbon Elk Valley de Teck, et de l'expansion de l'empreinte et de l'influence déjà considérables de cette société notoire au Canada.

Tant que Glencore ne s'engagera pas à liquider ses actifs charbonniers de manière responsable, conformément aux objectifs de l'Accord de Paris, à soutenir une transition juste pour les travailleurs et les communautés, et à assainir ses pratiques minières au Canada et dans le monde, le gouvernement de la Colombie-Britannique devrait augmenter considérablement le montant de l'obligation de nettoyage de Glencore ; les gouvernements fédéral et de la Colombie-Britannique devraient appliquer les réglementations en matière de prévention de la pollution de manière

beaucoup plus stricte ; les investisseurs, les travailleurs et les communautés du Canada devraient se montrer très prudents.

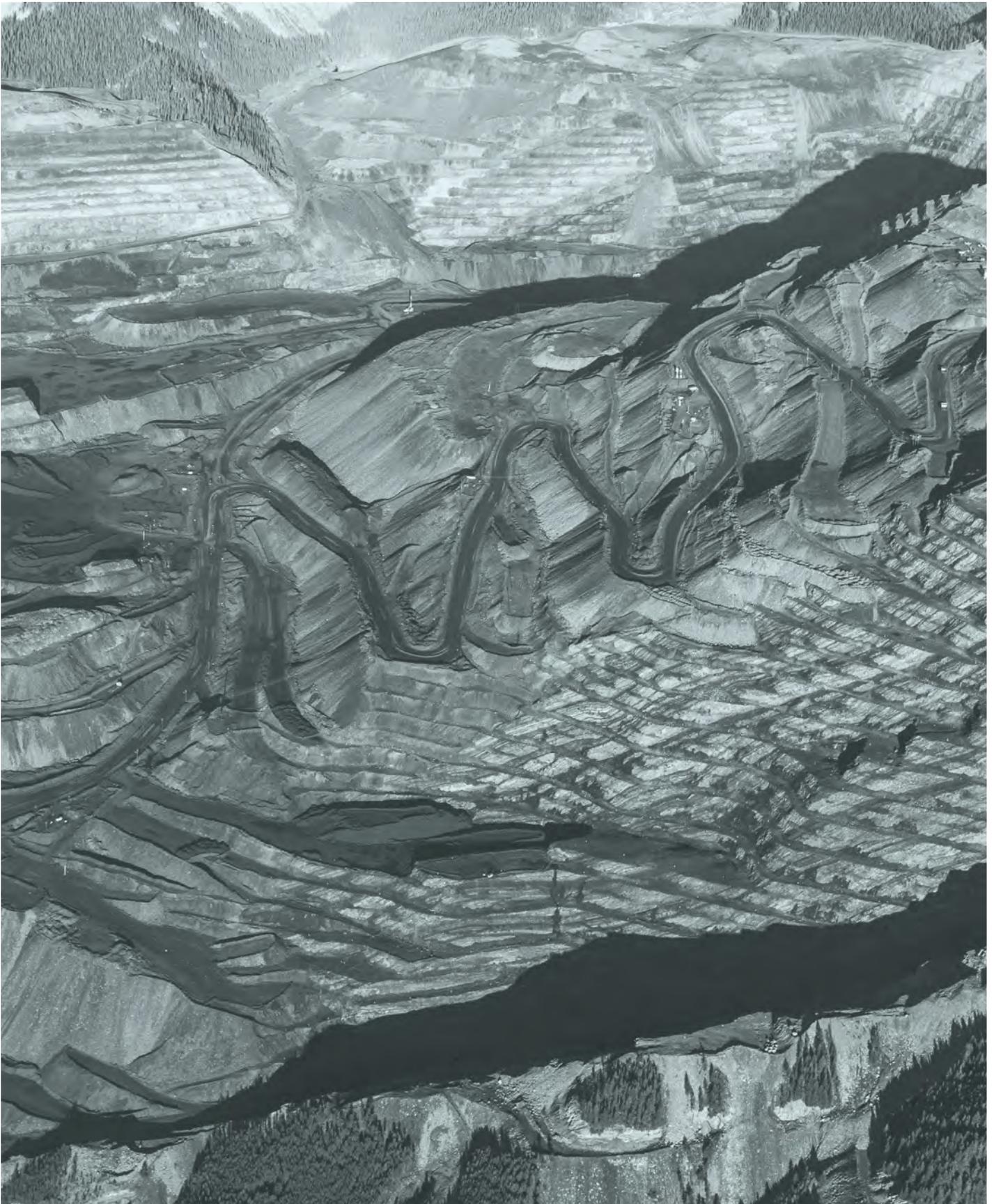
L'approbation de l'expansion de Glencore va à l'encontre des objectifs et des valeurs déclarées du Canada en matière de climat, de droits de la personne et d'environnement. Glencore est un mauvais acteur et c'est une mauvaise affaire pour le Canada.

References

- 1 <https://www.business-humanrights.org/en/from-us/briefings/transition-minerals-tracker-2024-global-analysis/>
- 2 Les efforts de Glencore pour obtenir les actifs de Teck au Canada ont commencé en mars 2023, lorsque l'entreprise a fait une offre non sollicitée de fusion avec l'ensemble de Teck Resources sur la base d'actions uniquement. Teck a rejeté cette offre le 3 avril 2023. Glencore a fait une offre révisée le 11 avril 2023. À une date ultérieure non divulguée, Glencore a [fait une offre](#) pour acquérir uniquement les activités de charbon métallurgique de Teck (Elk Valley Resources) en argent comptant. Teck a ensuite [annoncé](#) la vente le 13 novembre 2023.

En réponse aux offres initiales de Glencore d'acquérir la totalité de Teck en avril 2023, le Premier ministre Justin Trudeau a [déclaré à Bloomberg](#) que l'opération devrait passer par un « processus rigoureux » pour obtenir l'approbation du gouvernement. Le Parti conservateur a publié [une déclaration](#) appelant à bloquer la « prise de contrôle hostile » de Teck par Glencore : « Un gouvernement Poilievre mettrait fin à cette prise de contrôle étrangère hostile et tiendrait compte du comportement contraire à l'éthique de Glencore ». En juin 2023, le premier ministre de la Colombie-Britannique, David Eby, a également déclaré qu'il était préoccupé « par le fait qu'une société ayant un bilan comme celui de Glencore achète des actifs importants en Colombie-Britannique, en particulier dans la vallée de la rivière Elk ».

Toutefois, depuis que l'accord a été confirmé, il semble que l'opposition politique antérieure à un rachat par Glencore et les préoccupations concernant le bilan de l'entreprise aient été en quelque sorte apaisées, ou du moins mises en sourdine. Nous n'avons trouvé aucune preuve que l'un ou l'autre de ces hommes politiques ait réitéré ses inquiétudes concernant les mauvais résultats de Glencore.
- 3 Base de données Global Coal Plant Tracker de Global Energy Monitor <https://globalenergymonitor.org/projects/global-coal-plant-tracker/>
- 4 Glencore plc, "Annual Report 2023," Mar. 2024.
- 5 Outre les émissions de gaz à effet de serre, la combustion du charbon libère de nombreuses toxines et polluants en suspension dans l'air, notamment « [du mercure, du plomb, du dioxyde de soufre, des oxydes d'azote, des particules et divers autres métaux lourds](#) ». Les effets sur la santé comprennent l'asthme, les lésions cérébrales, les problèmes cardiaques, le cancer, les troubles neurologiques et les décès prématurés.
- 6 InfluenceMap a également [qualifié](#) Glencore d'« opposant » aux efforts du gouvernement australien visant à renforcer le [mécanisme de sauvegarde](#) du pays, la politique phare de l'Australie en matière d'émissions de gaz à effet de serre pour ses plus grandes installations industrielles.
- 7 En octobre 2022, la Coalition Québec meilleure mine, composée de plus de 30 organisations et représentant plus d'un quart de million de personnes, ainsi que Mines Alerte Canada, ont soumis une [liste de demandes](#) au gouvernement du Québec. Il s'agit notamment de mettre la fonderie en conformité avec les normes provinciales en matière de contamination de l'air, de l'eau et du sol, de réduire les émissions d'arsenic à des niveaux sûrs et d'assurer une plus grande transparence des tests de pollution de la fonderie. La Coalition et Mines Alerte Canada notent qu'un récent sondage a révélé que 81 % des Québécois souhaitaient que le gouvernement provincial impose à la fonderie de Glencore les mêmes normes de sécurité pour l'arsenic et d'autres métaux que celles en vigueur ailleurs au Québec, et que 83 % souhaitaient que le gouvernement applique le principe du "pollueur-payeur" à la fonderie de Glencore.
- 8 Blas, Javier and Farchy, Jack. 2021. *The world for sale: Money, power, and the traders who barter the earth's resources*. New York, NY: Oxford University Press. pp 19-20
- 9 Ibid. p 45
- 10 Ibid. p 19
- 11 Ibid. p 20
- 12 Ibid. p 132
- 13 Ivan Glasenberg a rejoint Glencore en 1984 et est devenu membre du « [cercle restreint](#) » (surnommé les "Rich Boys") de la société de M. Rich, et une figure clé de son commerce secret de matières premières. M. Glasenberg est resté longtemps après le départ de M. Rich de Glencore, dont il est devenu le PDG en 2002 et le principal actionnaire en 2012. Il a [quitté son poste de PDG](#) en 2021, mais reste le [principal actionnaire de Glencore](#) et un partisan de longue date du charbon. Blas.
- 14 Javier and Farchy, Jack. 2021. p 20
- 15 H. A. Arregocés, R. Rojano, L. Angulo, and G. Restrepo. (2018). 'Intake Fraction of PM from Coal Mine Emissions in the North of Colombia.' *Journal of Environmental and Public Health*, Article 8532463 <https://doi.org/10.1155/2018/8532463>.
- 16 Pour les notes en bas de page du document original dont ce passage est tiré, voir [Annex 1 to the United Nations Special Rapporteur report](#), March 2, 2022, "Additional sacrifice zones: Supplementary information to the report of special rapporteur, David R. Boyd, on the issue of human rights obligations relating to the enjoyment of a safe, clean, healthy and sustainable environment."
- 17 En mars 2023, plus de 220 organisations [ont appelé le gouvernement colombien](#) à « se retirer des traités internationaux d'investissement qui permettent aux entreprises transnationales de poursuivre le pays devant des tribunaux conçus pour favoriser leurs intérêts ».
- 18 <https://www.glencore.com/.rest/api/v1/documents/static/bcd27c43-43cf-4592-8557-83597fd5bf35/20240221+GLEN+2023+Preliminary+Results+presentation.pdf>
- 19 <https://www.theglobeandmail.com/business/commentary/article-when-glencore-spins-off-tecks-dirty-coal-it-also-spins-off-the-cleanup/>



MiningWatch Canada
4 Florence Street, Suite 210
Ottawa, ON K2P 0W7
Canada

+1 (613) 569-3439
info@miningwatch.ca
www.miningwatch.ca

Photo : Wildsight